



**LA JUSTICE POUR TOUS**

---

**LE LEGS DE  
Thurgood Marshall**

# LA JUSTICE POUR TOUS

## LE LEGS DE

# Thurgood Marshall

- 1 Un combat pour les droits civiques devant les tribunaux**  
Par Michael Jay Friedman
- 6 La décision juridique du siècle**  
Par Michael Jay Friedman
- 11 Une autre grande première : Thurgood Marshall juge à la Cour suprême**  
Par Michael Jay Friedman
- 15 Aux côtés de Thurgood Marshall : un entretien avec Jack Greenberg**
- 18 Charles Hamilton Houston : pionnier de l'égalité raciale**  
Par Mildred Solá Neely
- 21 La Déclaration des droits du Kenya : le rôle de Thurgood Marshall**  
Par Mary Dudziak
- 24 Thurgood Marshall : biographie**
- 26 Le legs de Thurgood Marshall**
- 28 Bibliographie (en anglais)**

En couverture : Thurgood Marshall, le 11 septembre 1962, après sa confirmation par le Sénat au poste de juge à la Cour d'appel fédérale du second Circuit.



Thurgood Marshall, 1967

# Un combat pour les droits civiques devant les tribunaux

PAR MICHAEL JAY FRIEDMAN

Le nom de Thurgood Marshall n'est peut-être pas aussi connu en dehors des États-Unis que celui d'un autre militant du mouvement pour les droits civiques, Martin Luther King. Et pourtant, en sapant les fondements juridiques de la ségrégation raciale qui régnait dans le sud des États-Unis, Thurgood Marshall a autant contribué à faire progresser la cause des droits civils que les manifestations non violentes menées par Martin Luther King.

«Aucun autre Américain n'a plus contribué que Thurgood Marshall à faire sortir notre pays de la barbarie de la ségrégation», a déclaré l'un de ses collègues, Lewis Powell, également juge à la Cour suprême.

Thoroughgood Marshall naquit à Baltimore (Maryland) le 2 juillet 1908. Son père était employé des wagons-lits pour une compagnie de chemin de fer et sa mère institutrice. En deuxième année d'école primaire, le jeune garçon raccourcit son nom en se faisant appeler Thurgood. Il fit ses études au lycée pour Noirs de Baltimore et ensuite à l'université Lincoln, «le premier établissement d'enseignement supérieur fondé dans le monde pour enseigner les humanités et les sciences aux jeunes d'ascendance africaine». L'université Lincoln a formé des personnalités aussi célèbres que Langston Hughes, camarade de classe de Thurgood Marshall et l'un des auteurs de la Renaissance de Harlem; Kwame Nkrumah, premier chef d'État du Ghana après l'indépendance; et son homologue nigérian, Nnamdi Azikiwe.

Thurgood Marshall s'est vite distingué par ses

talents de conteur et son sens de la joute oratoire - qualités dont a besoin tout avocat pour réussir. Il décida donc de devenir juriste. Il souhaitait faire ses études non loin de sa famille, à la faculté de droit de l'université du Maryland. Mais cette université qui pratiquait la ségrégation n'admettait pas d'étudiants noirs. Thurgood Marshall n'y présenta même pas sa candidature, mais fit ainsi directement l'expérience douloureuse de la discrimination et des obstacles auxquels se heurtaient de nombreux Noirs américains. Mais le règlement de la faculté de droit de Maryland allait paradoxalement lui ouvrir de nouveaux horizons.

Il s'inscrivit à la place dans un établissement noir, la faculté de droit de l'université Howard, à Washington. Sa mère mit en gage son alliance et sa bague de fiançailles pour payer les frais de scolarité. Thurgood Marshall brilla dans ses études, sortit premier de sa promotion et obtint son diplôme en 1933. À la faculté de droit de Howard, il fit la connaissance de l'un des grands, mais souvent méconnus, personnages de l'histoire américaine, le vice-doyen Charles Hamilton Houston (voir «Charles Hamilton Houston: pionnier de l'égalité raciale»).

Ce fut Charles Hamilton Houston qui conçut la stratégie juridique que Thurgood Marshall allait employer dans les tribunaux - du Sud profond jusqu'à la Cour suprême des États-Unis - pour démanteler la ségrégation légale dont pâtissaient de nombreux Noirs américains.

La ségrégation puisait ses racines dans la guerre de Sécession de 1861-65, qui avait libéré les esclaves noirs du Sud. Après cette victoire, le gouvernement américain avait adopté le quatorzième amendement à la

Constitution, qui interdisait aux États fédérés de priver «quiconque [relevant] de sa juridiction [de] l'égal protection des lois». Néanmoins, quelques années après la guerre, les Blancs du Sud instaurèrent la ségrégation raciale, pratique souvent baptisée «Jim Crow» (du nom d'une chanson d'un spectacle de 1828, dans lequel un homme blanc se maquilla pour la première fois en «visage noir»). Cette pratique avait été confirmée par la Cour suprême en 1896, qui statua dans l'affaire *Plessy contre Ferguson*, que l'existence d'établissements «séparés mais égaux» pour les Noirs et les Blancs satisfaisait à l'obligation de «l'égal protection».

Houston et Marshall décidèrent de faire annuler cette décision du système judiciaire américain en prouvant que, dans la pratique, «séparé» n'était jamais l'équivalent d'«égal». Il fallait à cette fin réunir patiemment des faits qui confirmassent leur thèse. Ils comprirent également qu'il faudrait du temps pour révoquer cette décision. Ils devraient démanteler la ségrégation légale cas par cas.

En 1934, Charles Hamilton Houston entra à la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) (Association pour le progrès des personnes de couleur), un groupe interracial fondé en



Charles Houston, le mentor de Thurgood Marshall, a exercé au tribunal durant les années où il était également doyen de la faculté de droit de l'université Howard.



Photographie de Thurgood Marshall alors qu'il était lycéen (1921 et 1925).



Des écoles pour «Blancs» (en haut) et pour personnes «de couleur» (ci-dessus) à Paxville en Caroline du Sud (1935-1950), où, à l'instar de nombreux États du Sud, les écoles «blanches» recevaient de deux à trois fois plus de fonds par élève que les écoles réservées aux Noirs.



1909 pour obtenir l'abolition de la ségrégation et de la discrimination. Il parcourut le sud des États-Unis pour réunir, pour le compte de la NAACP, des données sur la situation désolante des écoles noires. Thurgood Marshall, qui avait ouvert un cabinet d'avocat à Baltimore, l'accompagnait souvent.

En 1935, Thurgood Marshall – avec Charles Hamilton Houston comme conseiller – remporta sa première bataille contre la ségrégation légale, dans l'affaire *Murray contre Pearson*. La victoire était d'autant plus savoureuse pour Thurgood Marshall qu'il avait gagné contre la faculté de droit de l'université du Maryland, celle-là même qui refusait d'admettre des Noirs parmi ses étudiants.

Au tribunal, les avocats de la faculté de droit du Maryland arguèrent que la faculté satisfaisait à l'obligation de « séparation mais égalité » en accordant aux candidats noirs qualifiés des bourses qui leur permettaient de s'inscrire dans les universités d'autres États. Dans l'affaire *Murray contre Pearson*, le tribunal de l'État du Maryland rejeta cet argument. Le tribunal n'était pas encore disposé à s'opposer à la ségrégation dans les établissements d'enseignement publics mais statua cependant que les solutions de remplacement que proposait la faculté aux candidats noirs ne pouvaient être considérées comme égales. La faculté de droit du Maryland fut donc sommée d'admettre les étudiants noirs qualifiés.

Après le triomphe de l'affaire *Murray*, Thurgood Marshall entra à la NAACP comme avocat, sous la direction de Charles Hamilton Houston. En 1940, à l'âge de 32 ans, il fut l'un des fondateurs et le directeur du Fonds de défense judiciaire de la NAACP, destiné à fournir une assistance judiciaire aux Noirs américains démunis. Cette année-là, il remporta sa première victoire à la Cour suprême, une décision statuant que les garanties de procédure régulière prévues dans le quatorzième amendement empêchaient le recours à des aveux obtenus sous la contrainte.

Pendant les deux décennies qui suivirent, Thurgood Marshall, Charles Hamilton Houston et l'équipe de juristes de la NAACP démontèrent un à un les fondements de la ségrégation raciale :

- Dans l'affaire *Missouri ex rel. Gaines contre Canada* (1938), plaidée par Charles Hamilton Houston, la Cour suprême des États-Unis étendit à l'ensemble

du pays le principe selon lequel un État qui ne disposait que d'une seule faculté de droit ou autre type d'école ne pouvait refuser d'admettre des candidats en fonction de leur race.

- Dans l'affaire *Smith contre Allwright* (1944), Thurgood Marshall obtint de la Cour suprême qu'elle interdise les élections primaires « réservées aux Blancs » au cours desquelles les partis politiques choisissaient leur candidat aux élections générales. D'après la biographie écrite par Juan Williams, Thurgood Marshall y voyait le triomphe le plus important de sa carrière : « Les ségrégationnistes exigeaient que les candidats soient favorables à la ségrégation pour être nommés par leur parti, et lorsque les Noirs et les Hispaniques (...) voire dans certains cas, les femmes, votaient dans le cadre des élections générales, ils ne pouvaient que voter pour un ségrégationniste ou un autre ; ils n'avaient pas le choix. »
- Dans l'affaire *Morgan contre Virginie* (1946), Thurgood Marshall obtint une décision de la Cour suprême interdisant la ségrégation à bord des autocars faisant la liaison entre États. Ensuite, dans l'affaire *Boydton contre Virginie* (1960), il persuada la Cour d'imposer la déségrégation dans les gares routières et autres installations mises à la disposition des passagers d'autocars reliant plusieurs États. Cela donna naissance au mouvement « Freedom Ride » des années 1960.
- Dans l'affaire *Patton contre Mississippi* (1947), la Cour suprême accepta l'argument de Thurgood Marshall selon lequel les jurys dont étaient systématiquement exclus les Noirs ne pouvaient juger des accusés noirs.
- Dans l'affaire *Shelley contre Kraemer* (1948), Thurgood Marshall persuada la Cour suprême de statuer qu'il était contraire à la Constitution que les tribunaux d'État interdisent la vente de biens immobiliers à des Noirs même si ces biens étaient régis par un contrat imposant des restrictions fondées sur la race. Ces contrats étaient une tactique juridique fréquemment employée pour empêcher des propriétaires de vendre leurs biens à des Noirs, des juifs et d'autres minorités.

En tout, Thurgood Marshall remporta 29 des 32 affaires qu'il avait plaidées devant la Cour suprême.

Ce bilan impressionnant témoigne de l'excellence des avocats dont s'était doté le Fonds pour la défense judiciaire de la NAACP, de l'intelligence avec laquelle Thurgood Marshall choisissait les affaires qui feraient progresser la stratégie de lutte à long terme contre la ségrégation et de ses propres talents phénoménaux de juriste. Il était, comme l'a plus tard résumé United Press International :

(...) un tacticien hors pair, doté d'une minutie exceptionnelle, d'une capacité à ne jamais perdre de vue l'objectif à atteindre et d'une voix grave qui dominait souvent la salle. Il possédait également un charme tel que même le plus intolérant des shérifs ségrégationnistes du Sud ne pouvait résister à ses anecdotes et à ses plaisanteries.

C'est à la fois grâce à cette sympathie qu'il inspirait et à ses compétences que Thurgood Marshall persuada en 1946 un jury du Sud composé exclusivement de Blancs d'acquitter 25 Noirs accusés d'avoir pris part à des émeutes. À d'autres reprises, il échappa de justesse aux violences – ou pire encore – auxquels s'exposaient tous les Noirs osant revendiquer des droits dans le Sud ségrégationniste. Tout en combattant les mensonges et faux semblants qui avaient pendant longtemps servi à justifier la ségrégation raciale, il acquit l'expérience et la sagacité qui lui permettraient de remporter une victoire décisive dans l'affaire *Brown contre Board of Education* (Brown contre la Commission scolaire) et d'aller encore plus loin.

---

*Rédacteur au Bureau des programmes d'information internationale du département d'État, Michael Jay Friedman est titulaire d'un doctorat en histoire politique et diplomatique des États-Unis.*

# La décision judiciaire du siècle

PAR MICHAEL JAY FRIEDMAN

Grâce à Thurgood Marshall et au Fonds de défense judiciaire de la NAACP, les tribunaux fédéraux avaient statué que les établissements scolaires « séparés mais égaux » devaient fournir de véritables conditions d'égalité. C'était certes un grand progrès mais ce n'était pas le meilleur moyen de faire évoluer la situation générale. Dans les centaines de districts scolaires du Sud, on ne pouvait guère s'attendre à ce que des Noirs peu fortunés contestent devant les tribunaux les mérites comparés des écoles réservées aux Noirs et de celles réservées aux Blancs.

Seule une décision portant directement atteinte à la ségrégation pourrait éliminer d'un seul coup les disparités que l'on rencontrait par exemple dans le comté de Clarendon (Caroline du Sud), où les dépenses d'éducation par élève en 1949-1950 s'élevaient à 179 dollars pour les élèves blancs, contre seulement 43 dollars pour les élèves noirs. Thurgood Marshall et son équipe obtinrent cette décision dans l'affaire *Brown* et changèrent ainsi à jamais le visage de l'Amérique.

Lorsqu'elle fut portée devant la Cour suprême, l'affaire *Brown contre Board of Education* (Brown contre la Commission scolaire) regroupait cinq procès intentés dans quatre États, dont la Caroline du Sud (comté de Clarendon) et le Kansas. Le procès intenté à Topeka, au Kansas, portait sur une élève du primaire, Linda Brown, qui avait été obligée d'aller à une école noire située à 21 rues de distance de sa résidence, alors qu'il existait une école blanche trois fois plus près.

Le tribunal avait débouté de sa demande le



Quelques instants après que la Cour suprême eut rendu sa décision dans l'affaire *Brown contre Board of Education*, les avocats George Hayes (à gauche), Thurgood Marshall (au centre) et James Nabrit célèbrent leur victoire.



plaignant du Kansas (qui était aux yeux de la justice le père de Linda Brown, le pasteur Oliver Brown) en arguant que les écoles réservées aux Blancs et celles réservées aux Noirs étaient de qualité comparable. Thurgood Marshall amena donc la Cour suprême à statuer enfin que l'existence de locaux séparés pour les Noirs et les Blancs constituait, par définition et sur le plan juridique, une inégalité et était donc contraire à la Constitution.

La stratégie judiciaire de Thurgood Marshall s'appuyait sur des données provenant des sciences sociales. Le Fonds de défense judiciaire de la NAACP constitua une équipe d'experts comprenant des

historiens, des économistes, des politologues et des psychologues. Une étude dans laquelle les psychologues Kenneth et Mamie Clark avaient évalué l'impact de la ségrégation sur l'estime de soi et le bien-être psychologique des Noirs américains joua un rôle important. Parmi leurs conclusions lourdes de sens : les enfants noirs âgés de 3 à 7 ans préféraient des poupées blanches à des poupées noires.

La Cour suprême se réunit à deux reprises pour entendre les plaidoiries. La deuxième fois, le 8 décembre 1953, beaucoup de gens avaient compris qu'il s'agissait probablement là d'un tournant historique. Les files d'attente pour obtenir l'une des



Des troupes fédérales escortent des élèves noirs à leur arrivée au lycée de Little Rock (Arkansas) lors de la première semaine de l'intégration en septembre 1957. Marshall a gagné le procès qui a mis en marche l'action du gouvernement fédéral visant à protéger les élèves noirs contre la violence des manifestants et à contrecarrer l'appel lancé par le gouverneur de l'Arkansas à la mobilisation de la Garde nationale de l'État pour s'opposer à l'intégration.



Linda Brown Smith à l'âge de 9 ans, sur une photo datant de 1952. Son père a engagé un recours collectif en justice qui, avec quatre autres procès, a conduit à la décision historique de l'affaire *Brown contre Board of Education*.



Thurgood Marshall arrive au tribunal fédéral de Little Rock (Arkansas) le 20 septembre 1957. Sa plaidoirie habile a réussi à contraindre le gouverneur de l'Arkansas, Orval Faubus, à retirer la Garde nationale du lycée et à appliquer l'ordre d'intégration de cet établissement auparavant réservé aux Blancs.

50 places réservées au public étaient longues. Ceux qui eurent la chance d'être présents entendirent l'assistant du ministre de la Justice des États-Unis, J. Lee Rankin, approuver, au nom du gouvernement fédéral, les arguments du plaignant. Il affirma que les juges de la Cour suprême étaient investis du « pouvoir et [du] devoir » de statuer que la ségrégation était contraire à la Constitution. Les personnes présentes entendirent également l'éloquent résumé prononcé par Thurgood Marshall. La question, lança-t-il à la Cour, est de savoir « si ce sont les souhaits de ces États [ségréga­tionnistes] ou bien notre Constitution qui vont l'emporter ».

Le 17 mai 1954, dans une décision prise à l'unanimité, la Cour suprême confirma le bien-fondé de la stratégie de Thurgood Marshall. En faisant référence à l'étude des Clark et à d'autres études invoquées par les plaignants, la Cour suprême statua sans équivoque :

(...) dans le domaine de l'enseignement public, la doctrine de « l'égalité dans la séparation » n'a pas sa place. Les établissements scolaires séparés constituent de par leur nature même une inégalité. Nous estimons donc que les plaignants et autres personnes se trouvant dans une situation similaire (...) sont, du fait de la ségrégation faisant l'objet de cette plainte,

privés de la protection égale de la loi garantie dans le quatorzième amendement.

Deryl Wynn, avocat spécialisé en éducation et membre de la table ronde de l'université d'Oxford sur les politiques d'éducation, a ainsi expliqué l'importance de cette décision :

Voilà que le tribunal le plus important du pays reconnaissait en substance que les Noirs américains n'avaient pas été traités correctement (...) Je me souviens que mon père, qui était adolescent à l'époque, disait que cette décision lui avait donné l'impression d'être quelqu'un (...) À titre personnel, la véritable répercussion de cette décision est qu'elle nous rappelle constamment que chaque enfant, chacun d'entre nous, compte.

La Cour n'avait pas indiqué quand exactement la ségrégation des établissements scolaires devrait prendre fin, mais l'année suivante, dans une série d'affaires que l'on désigne collectivement sous le nom de « Brown II », Thurgood Marshall et ses collègues obtinrent de la Cour suprême qu'elle statue que la déségrégation s'effectue « avec toute la célérité voulue ».

Mais même dans ces circonstances, des résistances subsistaient dans certaines régions du Sud. En septembre 1957, lorsque des élèves noirs furent expulsés de force du lycée de Little Rock (Arkansas), Thurgood Marshall se rendit sur place et intenta une action en justice devant un tribunal fédéral. Sa victoire dans cette affaire amena le président Dwight Eisenhower à déclarer le 24 septembre : « J'ai promulgué aujourd'hui un décret présidentiel ordonnant le recours aux troupes des autorités fédérales pour faciliter l'application de la loi fédérale à Little Rock (Arkansas) (...) Il est inadmissible que l'anarchie l'emporte sur les décisions de nos tribunaux. »

Un peu plus tard, Thurgood Marshall allait obtenir une autre décision de la Cour suprême, ordonnant cette fois-ci la déségrégation immédiate des écoles publiques de Little Rock.

En 1956, c'est en s'appuyant sur la décision prise par la Cour dans l'affaire *Brown* que Thurgood Marshall vint à la rescousse juridique de Martin Luther King et de ses partisans lors du boycott des autobus de Montgomery (Alabama). Le boycott avait commencé le 1<sup>er</sup> décembre 1955, après que Rosa Park eut courageusement refusé de céder sa place à un



Gwendolyn Michaels, institutrice de maternelle à Baltimore, pose une question aux enfants de sa classe le 7 septembre 1954.

homme blanc à bord d'un bus, comme la ségrégation l'exigeait à l'époque. Ce furent Thurgood Marshall et l'équipe juridique de la NAACP qui plaidèrent la cause des Noirs de Montgomery devant les tribunaux.

Le 13 novembre 1956, la Cour suprême jugea inconstitutionnelle la pratique qui consistait à reléguer les Noirs à l'arrière des bus. La ville de Montgomery dut se ranger à cet avis et le boycott fut enfin couronné de succès.

Aucun Américain n'a plus contribué que Thurgood Marshall au démantèlement de la ségrégation légale, bien qu'il fût certes entouré de nombreux experts dévoués à la même cause. Son palmarès était déjà des plus brillants. Mais la carrière de Thurgood Marshall dans le service public ne faisait que commencer. Il allait défendre la cause des droits civiques dans les plus hautes sphères des institutions fédérales, en devenant le premier juge noir nommé à la Cour suprême.

## UNE AUTRE GRANDE PREMIÈRE

# Thurgood Marshall juge à la Cour suprême

PAR MICHAEL JAY FRIEDMAN

**E**n 1961, Thurgood Marshall avait déjà contribué très activement à orchestrer la défaite juridique de la ségrégation. Grâce à lui, des militants comme Martin Luther King allaient bénéficier du soutien de la loi et des millions d'Américains qui la respectent. En empêchant les pouvoirs publics de pratiquer la ségrégation, Thurgood Marshall et ses collègues avaient posé les jalons d'autres lois à venir, comme celle sur les droits civiques de 1964, qui interdiraient de nombreuses formes de discrimination dans le secteur privé.

Contrairement à Martin Luther King et d'autres grandes figures du mouvement noir, Thurgood Marshall mena ce combat devant les tribunaux ainsi qu'au sein même du gouvernement. Afin d'améliorer la condition des Noirs, le président John Kennedy nomma en 1961 Thurgood Marshall à la cour d'appel des États-Unis pour la deuxième circonscription judiciaire, dont la juridiction englobe les États de New York, du Connecticut et du Vermont. La cour d'appel est la deuxième cour fédérale du pays et Thurgood Marshall était le deuxième Noir à occuper les fonctions de juge d'appel d'un tribunal fédéral.

Dans cette circonscription judiciaire, Thurgood Marshall rendit 98 verdicts. Aucun ne fut annulé par la Cour suprême.

En 1965, le président Lyndon Johnson nomma Thurgood Marshall, qui avait déjà obtenu près de 30 décisions de la Cour suprême en sa faveur, au poste de procureur général adjoint (*solicitor general*) des États-Unis. Il était ainsi chargé de présenter les prises de position du gouvernement devant la Cour suprême.



Cecilia Marshall aide son mari Thurgood Marshall à ajuster sa robe alors que le nouveau juge à la Cour suprême s'apprête à prendre ses fonctions le 2 octobre 1967.

Le hasard fit bien les choses : la première affaire dont il eut à s'occuper à ce poste consistait à représenter le gouvernement dans le meurtre de James Chaney, Andrew Goodman et Michael Schwerner, militants des droits civiques. Ces trois victimes, qui procédaient à l'inscription de Noirs sur les listes électorales, avaient été tuées dans le comté de Nashoba (Mississippi) par des conspirateurs racistes. Les





Le président Lyndon Johnson, à gauche, après avoir annoncé, le 13 juin 1967, qu'il nommait Thurgood Marshall, alors procureur général adjoint, à la Cour suprême.





La Cour suprême en 1990 : debout, à partir de la gauche, Anthony Kennedy, Sandra Day O'Connor, Antonin Scalia et David Souter. Assis, à partir de la gauche, Harry Blackmun, Byron White, le président de la Cour William Rehnquist, Thurgood Marshall et John Paul Stevens.

tribunaux de l'État du Mississippi avaient refusé de condamner les meurtriers, mais Thurgood Marshall persuada la Cour suprême d'ordonner qu'un procès ait lieu au niveau fédéral pour violation des droits civiques.

Le 13 juin 1967, le président Johnson proposa de nommer à la Cour suprême Thurgood Marshall, qui deviendrait ainsi le premier juge afro-américain de l'histoire des États-Unis. « J'estime qu'il a déjà conquis sa place dans l'histoire, déclara le président. Mais elle n'en sera que plus importante s'il siège à la Cour suprême. »

Le président Johnson avait raison. Malgré l'opposition de certains sénateurs du Sud, la nomination de Thurgood Marshall fut confirmée et il prit ses fonctions de juge auxiliaire le 2 octobre 1967. Il s'imposa vite comme un fervent défenseur des droits « de la main-d'œuvre syndiquée, des minorités raciales, de l'amélioration de la condition féminine, de l'élargissement du droit à la liberté d'expression, et de la restriction des pouvoirs accordés à la police », écrit Randall Kennedy, professeur de droit à Harvard. « Aucun membre de la Cour suprême n'avait jamais été aussi sensible aux inégalités sociales. »

Le juge Marshall était résolument opposé à la

peine capitale et prit position contre toutes les condamnations à mort dont fut saisie la Cour. Il défendit la liberté d'expression aussi ardemment qu'il avait défendu les droits civiques. En 1972, Thurgood Marshall soutint Earl Mosley, un employé de la poste qui avait manifesté devant un lycée public avec une pancarte, accusant le lycée de racisme. Lorsque la ville adopta un arrêté municipal interdisant les manifestations à moins de 50 mètres du lycée, à l'exception des manifestations du personnel, Earl Mosley contesta cet arrêté. Thurgood Marshall statua que la ville ne pouvait autoriser certaines formes d'expression et en interdire d'autres. Il écrivit :

Avant toute chose, le premier amendement signifie que le gouvernement ne peut en aucun cas restreindre le droit d'expression en fonction du message, des idées, du sujet ou des principes exprimés. Pour permettre à notre vie politique et à notre culture de continuer à progresser et garantir l'épanouissement de chaque individu, notre peuple a le droit d'exprimer toute pensée, sans aucune censure du gouvernement.

Thurgood Marshall siégea à la Cour suprême jusqu'en 1991. Il mourut en 1993, à l'âge de 84 ans.

Le président Bill Clinton assista au service funèbre célébré à sa mémoire à la cathédrale nationale de Washington, qui fut diffusé à la télévision nationale. Le juge de la Cour suprême, William Rehnquist, lui rendit hommage en ces termes :

Au-dessus de l'entrée principale de la Cour suprême sont inscrits les mots « Equal justice under law » (« Une justice égale pour tous au regard de la loi »). Aucun individu n'a plus contribué que Thurgood Marshall à faire de cette expression une réalité. »

## AUX CÔTÉS DE THURGOOD MARSHALL

# Un entretien avec Jack Greenberg

---

**E**n 1954, Jack Greenberg, avocat alors âgé de 27 ans, a collaboré avec Thurgood Marshall dans le cadre de l'affaire *Brown contre Board of Education* (Brown contre la Commission scolaire) au terme de laquelle la Cour suprême a statué que la ségrégation raciale était contraire à la Constitution. Dans l'entretien qui suit, Jack Greenberg évoque l'impact qu'a eu Thurgood Marshall. Professeur de droit à l'université Columbia de New York, Jack Greenberg est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Crusaders in the Courts: Legal Battles of the Civil Rights Movement* (Des combattants au tribunal : les batailles juridiques du mouvement pour les droits civiques) (2004).

Alexandra Abboud, journaliste au Bureau des programmes d'information internationale, a interviewé M. Greenberg.

**Question :** Quelle est à votre avis l'importance sur le plan historique et social de la décision prise en 1954 dans l'affaire *Brown contre Board of Education* ?

**M. Greenberg :** Il s'agissait d'une affaire de ségrégation scolaire, dans laquelle il a été établi que les lois en vigueur dans le sud des États-Unis qui interdisaient aux Noirs et aux Blancs d'aller ensemble à l'école étaient contraires à la Constitution. Mais, surtout, cette affaire a eu l'effet d'un brise-glace pourfendant la banquise du racisme. Elle a mis fin au système raciste dans lequel s'était figée la vie politique américaine. Nous avions des sénateurs du Sud qui étaient élus seulement par des Blancs et étaient sans cesse réélus, et

devaient pour se maintenir au pouvoir exclure les Noirs de la participation à la vie politique. L'affaire *Brown* a mis fin à tout cela.

**Q :** Grâce à quelles qualités Thurgood Marshall a-t-il pu remporter une victoire dans l'affaire Brown ?

**M. Greenberg :** Thurgood Marshall était déterminé. Il a toujours cru en l'intégration raciale et voulait éliminer les lois et pratiques de la ségrégation aux États-Unis. Je le comparerais au général George Marshall pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est lui qui a unifié des troupes provenant de différents domaines et dotées de différentes compétences et capacités et en a fait une équipe tendant vers un même but.

Nous avons coopéré avec des professeurs de droit et des avocats, des spécialistes de la psychologie sociale et des historiens. Thurgood Marshall était en quelque sorte le chef d'orchestre qui encadrait tous les participants et les amenait à produire une seule et même mélodie.

**Q :** En 1896, l'affaire *Plessy contre Ferguson* a donné naissance au principe de « la séparation dans l'égalité », selon lequel il était légal de séparer les Noirs et les Blancs à condition que les installations qui leur étaient réservées soient de qualité égale. Dans l'affaire *Brown*, Thurgood Marshall a plaidé pour la première fois que, par définition, il ne pouvait y avoir d'égalité dans la séparation. Pouvez-vous expliquer comment Thurgood Marshall et son équipe ont décidé que l'heure était venue de remettre en cause le statu quo ?



Jack Greenberg, deuxième à partir de la gauche, et le conseiller juridique de la NAACP Thurgood Marshall, à droite, plaident une affaire en Floride en 1952.



Une photo de 1954 montre les avocats de la défense juridique et du fonds d'éducation de la NAACP. De gauche à droite : Louis Redding, Robert Carter, Oliver Hill, Thurgood Marshall et Spottswood Robinson.

**M. Greenberg:** En 1935, Thurgood Marshall a remporté dans l'État du Maryland une victoire dans une affaire portant sur l'admission d'un étudiant noir à la faculté de droit de l'université du Maryland. L'étudiant a été admis car il n'existait aucune faculté de droit pour les Noirs. L'affaire n'a même jamais été portée devant la Cour suprême; la victoire a été obtenue dans les tribunaux de l'État du Maryland. En 1939, il y a eu une affaire du Missouri qui est parvenue jusqu'à la Cour suprême des États-Unis, et l'université du Missouri a été sommée d'admettre un étudiant noir dans sa faculté de droit car il n'existait aucune institution comparable pour les Noirs dans cet État.

Ensuite, en 1950, il y a eu deux autres affaires, l'une provenant du Texas et l'autre de l'Oklahoma. Pendant que la première affaire suivait son cours, l'État du Texas, qui sentait le vent tourner, a fait construire une faculté de droit pour les Noirs. Elle se composait de deux salles, n'avait ni bibliothèque, ni revue de droit, ni anciens élèves, mais l'État maintenait qu'elle était de qualité «égale», ce qui était un argument ridicule. La Cour suprême a statué que l'éducation est loin de se limiter à des livres et à des bâtiments. Il y a les aspects immatériels : vos relations avec les autres étudiants, ce que vous apprenez d'eux et les relations que vous nouez pour la vie pendant vos études.

Dans l'autre affaire, un étudiant noir a été exclu de la faculté des sciences de l'éducation de l'université de l'Oklahoma. Pendant que l'affaire suivait son cours, l'État n'a pas fait construire d'autre école pour lui; on lui a seulement permis de s'asseoir derrière la porte, au fond de la salle, et d'assister ainsi de loin aux cours. En fin de compte, il a été autorisé à s'asseoir dans la salle de classe, à une place portant l'inscription «Réservée aux nègres». La Cour suprême a décidé que cette mesure le séparait des autres d'une manière qui nuisait à ses possibilités d'instruction.

La Cour était donc sur le point de reconnaître les aspects immatériels de l'éducation et de statuer que, quoi que l'on fasse, on ne pouvait fournir de véritables conditions d'égalité tant que l'on séparait les gens.

Dans l'affaire *Brown*, l'impulsion donnée par ces affaires précédentes ou leurs implications, sont apparues au grand jour : il ne pouvait jamais y avoir d'égalité dans la séparation.

**Q:** Quelle est l'importance sur le plan historique du Fonds de défense judiciaire de la NAACP?

**M. Greenberg:** L'action du Fonds de défense a prouvé que l'on pouvait accomplir de grandes choses en pratiquant le droit. C'était le premier cabinet d'avocats d'intérêt public, et cela a institutionnalisé la pratique du droit d'intérêt public. Les décisions que le Fonds a obtenues de la Cour suprême ont prouvé que la pratique du droit d'intérêt public est garantie par la Constitution et ont mis fin à la ségrégation raciale. Aujourd'hui, nous avons dans l'ensemble du pays un grand nombre de cabinets d'avocats d'intérêt public qui représentent de multiples et divers intérêts politiques et sociaux.

**Q:** Vous enseignez à la faculté de droit de l'université Columbia. Les étudiants sont-ils nombreux aujourd'hui à vouloir pratiquer le droit dans le domaine des droits civiques?

**M. Greenberg:** Les étudiants sont encore très nombreux à vouloir pratiquer le droit d'intérêt public. Lorsque je suis arrivé à l'université Columbia, j'ai mis en place un programme de droit d'intérêt public qui offre des bourses et des stages dans ce domaine pendant l'été. Des centaines d'étudiants y sont maintenant inscrits. En fait, l'intérêt que suscite cette branche du droit est tel qu'il n'y a pas assez de place pour toutes les personnes qui souhaitent y faire carrière.



## CHARLES HAMILTON HOUSTON

# Pionnier de l'égalité raciale

PAR MILDRED SOLÁ NEELY

**C**harles Hamilton Houston, le mentor de Thurgood Marshall ainsi que son professeur de droit, fut le brillant penseur à l'origine de la stratégie qui mit fin à la ségrégation institutionnalisée aux États-Unis. C'est grâce à la campagne juridique que mena Charles Hamilton Houston pour révoquer la décision prise dans l'affaire *Plessy contre Ferguson* relative aux installations « séparées mais égales » que Thurgood Marshall put remporter une victoire dans l'affaire *Brown contre Board of Education* (Brown contre la Commission scolaire).

Charles Hamilton Houston était convaincu que la loi avait le pouvoir de changer la société. Dans les années qui suivirent l'affaire *Plessy*, les Noirs américains savaient que les écoles « séparées mais égales » qui existaient alors – souvent surpeuplées et avec des locaux délabrés et des livres et fournitures scolaires rares ou inexistantes – défavorisaient leurs enfants. Charles Hamilton Houston persuada la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) (Association pour le progrès des personnes de couleur) qu'elle pourrait mettre fin à la discrimination dans le domaine de l'enseignement si elle parvenait, au moyen d'actions en justice, à faire en sorte qu'il soit trop coûteux de maintenir la ségrégation dans le cadre de « l'égalité ».

La série de victoires que Charles Hamilton Houston et Thurgood Marshall remportèrent en tant qu'avocats pour la NAACP confirma la stratégie de Charles Hamilton Houston. Près d'un siècle après la guerre civile, la décision prise dans l'affaire *Brown* donna aux Noirs de meilleures possibilités d'éducation.



Photographie non datée de Charles Hamilton Houston.

Ils purent notamment entrer dans les meilleures universités du pays, passeport pour la réussite de nombreux Américains, qu'ils soient noirs ou blancs.

Charles Hamilton Houston naquit à Washington en 1895. Il n'avait que 19 ans lorsqu'il obtint son diplôme de l'Amherst College. Il combattit pendant la Première Guerre mondiale dans un régiment de l'armée américaine exclusivement composé de Noirs.





Le jeune Thurgood Marshall (debout), Donald Gaines Murray (centre) et Charles Houston préparent un procès de déségrégation contre l'université du Maryland en 1935.

Il fit ensuite des études de droit à Harvard, devenant le premier rédacteur en chef noir de la prestigieuse revue de droit de l'université. Il obtint également un doctorat de sciences juridiques à Harvard et un doctorat de droit civil à l'université de Madrid (Espagne).

En 1924, Charles Hamilton Houston revint à Washington, enseignant le droit à mi-temps à la faculté de droit de Howard University, une université noire. Il fut nommé en 1929 à la direction de la faculté de droit. En seulement six ans, il améliora considérablement l'enseignement dispensé aux étudiants en droit noirs, en obtenant l'accréditation à part entière de la faculté et en formant un groupe de juristes spécialistes des droits civiques. Dans l'ouvrage intitulé *Black Profiles* (Portraits de Noirs), George Metcalf explique que Charles Hamilton Houston avait accepté ce poste pour faire de la faculté de Howard «un prestigieux centre de formation de dirigeants

noirs, qui permettrait aux Afro-Américains de parvenir à l'égalité en combattant la ségrégation devant les tribunaux».

Thurgood Marshall se souvenait que, pendant ses études à la faculté de droit de l'université Howard, Charles Hamilton Houston « nous avait clairement indiqué à tous qu'une fois diplômés, nous devons accomplir d'importantes choses ».

En 1935, Charles Hamilton Houston entra à la NAACP comme juriste conseil et s'entoura d'une équipe de jeunes juristes triés sur le volet, pour la plupart diplômés de Howard. Cette équipe, dont Thurgood Marshall faisait partie, commença à obtenir gain de cause dans toute une série d'affaires portées devant la Cour suprême. Ces affaires de discrimination raciale – allant de la peine de mort au droit au logement – avaient été choisies par Charles Hamilton Houston avec le plus grand soin afin de saper les

fondements juridiques de la ségrégation.

Après s'être chargé de l'une de ces affaires, qui allait faire partie de la série de procès menant à la décision *Brown*, Charles Hamilton Houston dut renoncer pour raisons de santé à ses fonctions au sein du Fonds de défense judiciaire de la NAACP. Il allait être remplacé par Thurgood Marshall.

Charles Hamilton Houston mourut le 22 avril 1950, quatre ans avant que son brillant disciple ne remporte sa victoire dans l'affaire *Brown contre Board of Education*.

Lors de ses obsèques, William Hastie, collègue de Charles Hamilton Houston à l'université Howard, déclara, dans un émouvant éloge funèbre : « Il nous a guidés à travers le chaos juridique d'une citoyenneté de seconde classe. Il a véritablement été le Moïse de ce périple. »

---

*Mildred Solá Neely est éditrice et rédactrice au Bureau des programmes d'information internationale du département d'État.*

# LA DÉCLARATION DES DROITS DU KENYA

## Le rôle de Thurgood Marshall

PAR MARY DUDZIAK

**E**n janvier 1960, Thurgood Marshall, éminent juriste américain défenseur des droits civiques, se rendit au Kenya pour s'essayer à une transition juridique d'un nouveau type. Tom Mboya, jeune nationaliste kényan, l'avait invité à aider ses compatriotes à négocier une nouvelle constitution pour le Kenya, qui était alors une colonie britannique. Aux États-Unis, Thurgood Marshall avait fait évoluer les lois de façon décisive, en remportant par exemple une victoire dans l'affaire *Brown contre Board of Education*, qui interdisait la ségrégation raciale dans les écoles publiques. Il ne connaissait cependant rien du droit africain.

Thurgood Marshall arrivait dans un contexte politique tendu. En réaction au mouvement de résistance Mau Mau, les autorités coloniales du Kenya avaient proclamé l'état d'urgence, détenant Jomo Kenyatta, nationaliste de premier plan, et restreignant les associations politiques. Mais le changement était dans l'air. Pendant la seule année 1960, 17 pays africains allaient accéder à l'indépendance et, en janvier de cette année-là, le gouvernement britannique organisa une conférence au cours de laquelle des Kényans participèrent pour la première fois aux négociations qui allaient mener à l'indépendance.

Thurgood Marshall et Tom Mboya se rendirent à Kiambu, près de Nairobi, pour s'entretenir avec des dirigeants du mouvement nationaliste. Bien qu'ils aient à l'origine obtenu la permission d'assister à cette réunion, un fonctionnaire des autorités coloniales



Le Premier ministre kényan Jomo Kenyatta (à gauche) accueille Thurgood Marshall à son arrivée à Nairobi le 11 juillet 1965.

empêcha Thurgood Marshall d'y participer. Sa permission avait été révoquée. Cet incident donna à Thurgood Marshall un aperçu des difficultés de tous les jours auxquelles se heurtaient les Africains sous le régime colonial. Il déclara plus tard à la presse : « Il est maintenant temps que le Kenya soit libre et indépendant. » « Ces gens en ont assez, écrivit-il à sa femme, et ils ne supportent plus la situation. »

À la fin du mois de janvier, Thurgood Marshall quitta Le Kenya en compagnie de chefs du mouvement nationaliste pour se rendre à Londres, à la Conférence

de Lancaster House sur la constitution du Kenya. Quatre délégations étaient présentes. Elles représentaient respectivement les nationalistes africains ; le parti exclusivement réservé aux Blancs ; les Indiens asiatiques, minoritaires au Kenya ; et un groupe composé de personnes de différentes origines raciales. Thurgood Marshall était le seul à n'être ni britannique ni kényan.

Les participants parvinrent à une ébauche de consensus sur les droits de vote et la représentation à la législature de la majorité africaine de la population. La protection des droits des minorités revêtait une importance particulière. Le chef nationaliste, Ronald Ngala, déclara à la conférence : « Une déclaration des droits appliquée par un pouvoir judiciaire indépendant constitue la meilleure forme de protection des Kényans de toutes les races ». Il annonça que son groupe avait chargé Thurgood Marshall, « expert des minorités et des droits civiques », d'élaborer un projet de déclaration des droits.

La déclaration des droits proposée par Thurgood Marshall n'était pas un simple calque de la déclaration américaine. Tout en énonçant des solutions pragmatiques aux problèmes que connaissait le Kenya, elle présentait des droits idéaux, comprenant des mesures de protection qui ne figuraient pas dans la loi constitutionnelle américaine. Le préambule rappelait que « toutes les personnes sont égales devant la loi » et interdisait la discrimination fondée sur l'appartenance raciale, la couleur de peau, le sexe, la religion et d'autres facteurs. Les droits proposés garantissaient la liberté de religion et d'expression et la liberté de presse ; le droit de ne pas être réduit à l'esclavage ou privé de liberté ; et le droit de vote. Les droits à la protection sociale, relativement étrangers au contexte américain, étaient explicitement formulés : le droit à la santé, à l'éducation et au bien-être, ainsi que le droit au travail, notamment à « une rémunération équitable et favorable garantissant (...) la dignité humaine ». Thurgood Marshall n'ouvrait cependant pas des horizons entièrement nouveaux. Il se fondait sur les constitutions du Nigeria et de la Malaisie récemment adoptées, qui faisaient écho à la Déclaration des droits de l'homme.

Les paragraphes concernant les droits de propriété furent les plus contestés. La propriété suscitait

d'intenses conflits au Kenya. Les meilleures terres avaient à l'origine appartenu aux tribus africaines mais étaient, depuis, exclusivement détenues par des colons blancs. Les colons estimaient que leurs droits de propriété devaient être protégés, mais les nationalistes voulaient une réforme agraire et une redistribution des terres. Thurgood Marshall recommanda d'adapter certaines dispositions de la constitution du Nigeria à la situation du Kenya. La « saisie » de biens par le gouvernement ne pourrait s'effectuer que dans l'intérêt général et nécessiterait une compensation adéquate. Le droit d'interjeter appel directement devant la plus haute cour du pays avait été ajouté, afin de protéger les colons appartenant aux minorités d'éventuels abus de la part du gouvernement.

Une controverse se fit jour : au nom de quel « intérêt général » le gouvernement pourrait-il saisir des terres ? Certains colons blancs tenaient à ce que cela soit précisé clairement. Mais les Africains auraient alors dû élaborer sur-le-champ une politique de réforme agraire, ce qu'ils n'étaient pas en mesure de faire. Les divergences sur la question étaient trop importantes pour pouvoir être résolues à Lancaster House et la conférence s'acheva donc sans que la question soit réglée. Le secrétaire des colonies, Ian Mcleod, estima que la déclaration des droits élaborée par Thurgood Marshall était une contribution utile. Par la suite, un programme de rachat des terres fut mis en place avec le soutien de la Banque mondiale et la question des droits de propriété perdit donc de son urgence, ce qui permit de poursuivre les négociations portant sur d'autres aspects de la Constitution. La version finale de la Déclaration des droits qui figure dans la Constitution adoptée en 1963 à l'indépendance du Kenya se fonde sur bon nombre des droits qu'avait définis Thurgood Marshall, notamment les droits de propriété, mais ne comprend pas les grands droits en matière de protection sociale qu'il avait envisagés.

Dans une lettre rédigée en 1960, Tom Mboya décrivit ainsi la participation de Thurgood Marshall : « Je ne sais pas s'il sera jamais suffisant de vous remercier par écrit pour votre excellent travail à la Conférence de Londres (...) Je sais que tous les autres pensent, comme moi, qu'il était très facile de travailler avec vous et que ceux qui auraient pu avoir quelque appréhension avant votre arrivée ont vite été charmés

dès qu'ils ont fait votre connaissance (...) Comme vous l'avez vous-même dit, vous étiez heureux de venir chez vous et nous étions heureux de vous accueillir chez vous.»

En 1963, Thurgood Marshall retourna au Kenya pour assister aux cérémonies d'accession à l'indépendance, sur l'invitation du Premier ministre Kenyatta. Alors que sa carrière allait le mener à d'importantes fonctions au sein du gouvernement fédéral, notamment à la Cour suprême des États-Unis, il n'oublia jamais ce pays. Il était fier d'y avoir été au tout début, et d'avoir contribué à en définir les tout premiers principes constitutionnels. Il garda du Kenya certains de ses souvenirs les plus précieux, qu'il partagea avec ses collègues, sa famille et ses amis jusqu'à la fin de ses jours.

---

*Mary Dudziak est professeur de droit, d'histoire et de sciences politiques à la faculté de droit de l'université de Californie du Sud, titulaire de la chaire du juge Edward J. et de Ruy L. Guirado et auteur d'un ouvrage intitulé Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy (Princeton University Press, 2000). Ses recherches visent essentiellement à appréhender l'histoire juridique sous un angle international.*

---

*Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.*

# THURGOOD MARSHALL

## Biographie

**1908-1920 :** naissance le 2 juillet à Baltimore (Maryland). Fréquente ensuite l'école élémentaire Samuel Coleridge Taylor et le collège Booker T. Washington.

**1921-1925 :** élève au Colored High and Training School, qui devient le lycée Frederick Douglass en 1923.

**1929 :** mariage avec Vivian Burey.

**1930 :** diplômé avec mention de l'université Lincoln (Pennsylvanie).

**1934 :** commence à travailler pour la section de Baltimore de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) (Association pour le progrès des personnes de couleur).

**1935 :** remporte, avec son mentor et ami Charles Hamilton Houston, la première grande victoire pour les droits civiques dans l'affaire Murray contre Pearson, qui a pour effet de mettre fin à la ségrégation à la faculté de droit de l'université du Maryland. Thurgood Marshall n'avait pu y faire ses études du fait de son appartenance raciale.

**1936 :** prend ses fonctions de conseiller juridique adjoint de la NAACP à New York.

**1940-1961 :** directeur juridique de la NAACP. En 1940, il remporte la première de ses victoires à la Cour suprême, dans l'affaire Chambers contre Floride. Thurgood Marshall remportera 29 des 32 affaires qu'il plaidera.

**1950 :** remporte des victoires à la Cour suprême dans deux affaires portant sur l'intégration des

Noirs dans des établissements d'enseignement supérieur de deuxième cycle, Sweatt contre Painter et McLaurin contre Oklahoma State Regents.

**1951 :** se rend en Corée du Sud et au Japon pour enquêter sur des accusations de racisme dans l'armée américaine. Il en conclut qu'il règne en général dans l'armée une « ségrégation rigide ».

**1954 :** victoire dans l'affaire *Brown contre Board of Education* (Brown contre la Commission scolaire), tournant décisif qui mettra fin à la ségrégation légale dans les écoles américaines.

**Fév.1955 :** Vivian Marshall meurt.

**Déc. 1955 :** mariage avec Cecilia Suyat ; de leur union naîtront les deux fils de Thurgood Marshall : Thurgood J.-R. et John William.

**1961 :** le président Kennedy propose que Thurgood Marshall soit nommé à la cour d'appel de la deuxième circonscription judiciaire des États-Unis. Il y est nommé juge ; rend 112 verdicts, qui seront tous ultérieurement confirmés par la Cour suprême.

**1965 :** nommé procureur général adjoint par le président Johnson ; remporte 14 des 19 affaires qu'il plaide pour le compte du gouvernement de 1965 à 1967.

**1967 :** devient le premier Noir à siéger à la Cour suprême des États-Unis, de 1967 à 1991.

**1991 :** renonce à ses fonctions à la Cour suprême.

**1993 :** Meurt à l'âge de 84 ans à Bethesda (Maryland).





La veuve de Thurgood Marshall, Cecilia, dévoile un timbre honorant son mari, le 29 juillet 2002.

# Le legs de Thurgood Marshall

---

**P**artout aux États-Unis, on vénère et on rappelle la carrière extraordinaire de Thurgood Marshall, sa ferme croyance en l'égalité de tous les êtres humains et l'exemple de courage et d'engagement qu'il a donné aux générations à venir. Voici quelques-uns des prix et des institutions nommés en son honneur.

## Bourses et prix scolaires

### Thurgood Marshall Award

<http://www.abanet.org/irr/marshall-award.html>

### Thurgood Marshall Legal Educational Opportunity Program

<http://www.ed.gov/programs/lÉgal/index.html>

### Thurgood Marshall Scholarship Fund

<http://www.thurgoodmarshallfund.org/index.htm>

## Institutions

### Thurgood Marshall College

<http://provost.ucsd.edu/marshall/>

L'université de la Californie à San Diego a dédié l'une de ses facultés à la mémoire de Thurgood Marshall.

### University of Maryland School of Law, Thurgood Marshall Law Library

<http://www.law.umaryland.edu/marshall/>

La faculté de droit de l'université du Maryland que Thurgood Marshall a contribué à ouvrir à toutes les races a rebaptisé sa bibliothèque de droit en son nom.

### Texas Southern University, Thurgood Marshall School of Law

<http://www.tsu.edu/academics/law/index.asp>

### Thurgood Marshall Middle School, San Diego (Californie)

<http://marshallmiddle.org/>

### Thurgood Marshall High School, Baltimore (Maryland)

[http://www.bcps.k12.md.us/School\\_Info/Index.asp?schoolNum=424&imageField.x=9&imageField.y=8](http://www.bcps.k12.md.us/School_Info/Index.asp?schoolNum=424&imageField.x=9&imageField.y=8)

### Thurgood Marshall Academy, Washington

<http://www.thurgoodmarshallacademy.org/>

### Thurgood Marshall Elementary School, Gaithersburg (Maryland)

<http://www.mcps.k12.md.us/schools/thurgoodmarshall/>

### Thurgood Marshall Learning Center, Rock Island (Illinois)

<http://homepage.risd41.org/tmlc/>

## Bâtiments

### L'aéroport international de Baltimore et de Washington

[http://www.bwiairport.com/about\\_bwi/thurgood\\_marshall/](http://www.bwiairport.com/about_bwi/thurgood_marshall/)

Le centre judiciaire Thurgood Marshall de Washington

[http://www.fjc.gov/public/home.nsf/autoframe?openform&curl\\_l=/public/home.nsf/inavgeneral?openpage&curl\\_r=/public/home.nsf/pages/104](http://www.fjc.gov/public/home.nsf/autoframe?openform&curl_l=/public/home.nsf/inavgeneral?openpage&curl_r=/public/home.nsf/pages/104)

Monument à Thurgood Marshall à Annapolis (Maryland) <http://www.mdarchives.state.md.us/msa/stagser/s1259/121/6259/html/0001.html>

Une statue de Thurgood Marshall au cœur de Baltimore, devant le tribunal fédéral <http://www.baltimoremd.com/monuments/thurgood.html>

## Centres de recherche, revues de droit

Thurgood Marshall Center for Service and Heritage  
<http://www.thurgoodmarshallcenter.org/>

Thurgood Marshall Law Society, Inc. of Rhode Island  
<http://www.tmls.org>

Thurgood Marshall Law Review  
<http://www.tsu.edu/academics/law/academic/review.asp>

---

*Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité des ressources provenant des autres organismes et organisations figurant ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en janvier 2007.*



Thurgood Marshall et sa famille, devant le bâtiment de la Cour suprême à Washington, le 1<sup>er</sup> septembre 1967, à l'issue de sa prestation de serment en qualité de juge de la Haute Cour.

# Bibliographie (en anglais)

---

## LIVRES

- Aldred, Lisa. *Thurgood Marshall : Supreme Court Justice*. Philadelphia, PA: Chelsea House Publishers, ©2005.
- Ball, Howard. *A Defiant Life: Thurgood Marshall and the Persistence of Racism in America*. New York: Crown Publishers, 1998.
- Bland, Randall Walton. *Private Pressure on Public Law: The Legal Career of Justice Thurgood Marshall*. Port Washington, NY: Kennikat Press, 1973.
- Bland, Randall Walton. *Justice Thurgood Marshall, Crusader for Liberalism: His Judicial Biography*. Bethesda, MD: Academica Press, ©2001.
- Davis, Michael D., and Hunter R. Clark. *Thurgood Marshall: Warrior at the Bar, Rebel on the Bench*. Secaucus, NJ: Carol Pub. Group, 1994.
- Fenderson, Lewis H. *Thurgood Marshall: Fighter for Justice*. New York: McGraw-Hill, 1969.
- Goldman, Roger L. with David Gallen. *Thurgood Marshall: Justice for All*. New York: Carroll & Graf, 1992.
- Greenberg, Jack. *Crusaders in the Courts: How a Dedicated Band of Lawyers Fought for the Civil Rights Revolution*. New York: Basic Books, 1994.
- Marshall, Thurgood. *Supreme Justice: Speeches and Writings*. Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, 2003.
- Rowan, Carl Thomas. *Dream Makers, Dream Breakers: The World of Justice Thurgood Marshall*. Boston: Little Brown & Co., 1993.
- Tushnet, Mark V. *Making Civil Rights Law: Thurgood Marshall and the Supreme Court, 1936-1961*. New York: Oxford University Press, 1994.
- Tushnet, Mark V. *Making Constitutional Law: Thurgood Marshall and the Supreme Court, 1961-1991*. New York: Oxford University Press, 1997.
- Tushnet, Mark V. *Thurgood Marshall: His Speeches, Writings, Arguments, Opinions, and Reminiscences*. Chicago: Lawrence Hill Books, 2001.
- Williams, Juan. *Thurgood Marshall: American Revolutionary*. New York: Times Books, 1998.

## ARTICLES

- Baine, Kevin T. "Wit, Wisdom, and Compassion of Justice Thurgood Marshall," *Hastings Constitutional Law Quarterly*, Vol. 20 (Spring 1993), pp. 497-502.
- Barker, Lucius J. "Thurgood Marshall, the Law, and the System: Tenets of an Enduring Legacy," *Stanford Law Review*, Vol. 44 (Summer 1992), pp. 1237-1247.



Bloch, Susan Low. "Thurgood Marshall: Courageous Advocate, Compassionate Judge," *Georgetown Law Review*, Vol. 80 (1993), pp. 2003-2009.

O'Connor, Sandra Day. "Thurgood Marshall: The Influence of a Raconteur." *Stanford Law Review*, Vol. 44 (Summer, 1992), pp. 1217-1220.

Williams, Juan. "Marshall's Law: The Triumph of Thurgood Marshall," *Washington Post Magazine* (Jan. 7, 1990), p. SM12-29.

## **SITES INTERNET**

### **Thurgood Marshall Before the Courts**

<http://americanradioworks.publicradio.org/features/marshall/>

Transcript of a hour-long radio documentary about the life of Thurgood Marshall, with interviews by his contemporaries. The Web site also contains biographical information, materials from the landmark *Brown v. Board of Education* school desegregation lawsuit, and the civil rights struggle.

### **Thurgood Marshall: American Revolutionary**

<http://www.thurgoodmarshall.com/home.htm>  
Companion Web site to Juan Williams' biography of Thurgood Marshall. Includes sections from the biography, Justice Marshall's famous speeches and articles, and segments from interviews with Justice Marshall.

### **Thurgood Marshall Biography and Timeline**

<http://chnm.gmu.edu/courses/122/hill/marshall.htm>

### **Thurgood Marshall Photo Gallery**

<http://www.thurgoodmarshall.com/gallery/gallery.htm>

### **Oral History of Thurgood Marshall From the Lyndon B. Johnson Presidential Library Collection**

<http://www.lbjlib.utexas.edu/johnson/archives.hom/oralhistory.hom/MarshallT/marshall.pdf>

Thurgood Marshall recounts his observations and meetings with President Johnson in this full-text oral history.

### **Marshall's Appointment to the Supreme Court**

<http://members.aol.com/klove01/marshall.htm>

Contains the video of Marshall's appointment to the Supreme Court.

### **Thurgood Marshall Bibliography**

<http://wwwFOUNDERS.howard.edu/moorland-spingarn/MARSHALL.HTM>

Written after Justice Marshall's death in 1993, this comprehensive bibliography contains books, book reviews, dissertation, and magazine and newspaper articles by and about Marshall.

### **Thurgood Marshall: A Register of His Papers in the Library of Congress**

<http://lcweb2.loc.gov/service/mss/eadxmlmss/eadpdfmss/2001/ms001047.pdf>

A description of the archival materials from Marshall files housed at the Library of Congress.

### **Historical FBI Records on Thurgood Marshall**

<http://foia.fbi.gov/foiaindex/marshall.htm>

Thousands of pages of documents from the FBI files documenting threats to Marshall's life, interviews about his fitness to be a federal judge, and his non-involvement in the Communist Party.

---

*Le département d'État décline toute responsabilité quant au contenu et à l'accessibilité des ressources provenant des autres organismes et organisations figurant ci-dessus. Tous les liens Internet étaient actifs en janvier 2007.*

## CRÉDITS:

Les crédits de gauche à droite sont séparés par des points-virgules, et de haut en bas par des tirets.

Couverture: © AP Images. 2<sup>e</sup> de couverture: Photo de la Bibliothèque LBJ par Yoichi R. Okamoto. Page 2: Scurlock Studio Records, Centre d'archives, Musée national d'histoire américaine, Centre Behring, Institut Smithsonian; Collection de la Cour suprême des États-Unis. 3: avec l'aimable autorisation du département des archives et de l'histoire de la Caroline du Sud (2). 5: © AP Images. 6: © AP Images. 7: © AP Images (2). 8: Photo prise par le photographe du Baltimore Sun. 9: Collection de la Cour suprême des États-Unis. 10: © AP Images. 11: © AP Images/Bob Daugherty. 13: © Bettman/CORBIS – © AP Images/Avec l'aimable autorisation de la NAACP. 15: Scurlock Studio Records, Centre d'archives, Musée national d'histoire américaine, Centre Behring, Institut Smithsonian. 16: Bibliothèque du Congrès. 17: © AP

Images. 20: © AP Images/Service postal des États-Unis, George Nikitin. 22: © AP Images. 4<sup>e</sup> de couverture: © AP Images/Matt Houston.

---

**Directeur de la publication:** George Clack

**Rédactrice en chef:** Mildred Solá Neely

**Direction artistique/conception:** Min-Chih Yao

**Rédactrice associée:** Chandley McDonald

**Iconographie:** Ann Monroe Jacobs

**Documentaliste:** Anita Green

**Conception Internet:** Janine Perry

**Traduction:** Service linguistique IIP/G/AF

**Maquette de la version française:** Africa Regional Services, Paris





À gauche, Cecilia Marshall, la veuve de Thurgood Marshall, devant le buste nouvellement dévoilé de son défunt mari, lors d'une cérémonie ajoutant le nom de Thurgood Marshall au nom officiel de l'aéroport international de Baltimore-Washington, le 6 juin 2006.



DÉPARTEMENT D'ÉTAT, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
Bureau des programmes d'information internationale  
<http://usinfo.state.gov/>